

Les activistes du « printemps » arabe et le lobby pro-israélien

De Ahmed Bensaada

Global Research, septembre 26, 2013

Lorsqu'Israa Abdel Fattah sortit de la prison d'El Kanater, cette soirée du 23 avril 2008, elle n'en croyait pas ses yeux. Elle était finalement libre après 18 jours d'emprisonnement. Vêtue de la version féminine de l'uniforme des prisonniers égyptiens, une sorte de drap blanc couvrant le corps et les cheveux, la mine défaite et les yeux hagards derrière ses lunettes métalliques, elle chercha avidement un visage familier. Elle traversa la grille de métal et, apercevant sa mère, se mit à courir en sa direction. Elle se jeta à son cou et la serra si fort dans ses bras qu'on eût dit que les deux corps n'en formaient plus qu'un. La ferme accolade déclencha une longue crise de sanglots chez la fille que la mère chercha, non sans peine, à endiguer avec de pathétiques consolations.

Retransmise à la télévision nationale, cette scène a ému toute l'Égypte et le mythe de la « Facebook Girl » était né.

Il faut dire que la mère avait remué ciel et terre pour la libération de sa fille. En effet, deux jours plus tôt, elle avait payé une annonce publiée par le quotidien Al-Masry Al-Youm implorant « le cœur de monsieur le Président de la république, monsieur Hosni Moubarak, le cœur de madame Suzanne Moubarak et le cœur de monsieur le Ministre de l'intérieur, M. Habib El Adli » de libérer sa fille [1]. Elle déclara elle-même à la caméra, entre deux hoquètements, que si elle avait su que son action la mènerait dans une geôle, elle n'aurait rien entrepris.

Mais qu'avait-elle fait de si répréhensible pour avoir mérité l'emprisonnement, attiré l'attention des médias et provoqué une levée de boucliers de la part d'organisations de défense des libertés?

Les activistes égyptiens et le financement américain

Israa Abdel Fattah est une cyberactiviste qui a milité dans plusieurs organismes pro-démocratie. Deux ans avant son arrestation, elle rencontra Ahmed Maher alors qu'ils étaient tous deux militants dans le parti El-Ghad d' Ayman Nour. Le 23 mars 2008, ils fondèrent ensemble le « Mouvement du 6 avril » afin de soutenir les travailleurs de la ville industrielle d'El-Mahalla el-Kobra (à 150 km au nord du Caire) qui avaient planifié de déclencher une grève le 6 avril 2008 pour protester contre leurs mauvaises conditions de travail et la flambée des prix alimentaires [2]. Ahmed et Israa utilisèrent Facebook pour créer leur groupe et rallier le plus grand nombre de personnes à

la protestation. Le succès fut inespéré : des milliers de personnes se joignirent à eux. Les réseaux sociaux et les nouvelles technologies ont été fortement sollicités; les appels de soutien à la grève émis par le groupe furent entendus et suivis par de nombreuses formations politiques telles que le mouvement Kifaya [3]. Bien qu'officiellement interdite, la manifestation du 6 avril 2008 vit la participation de milliers de personnes. L'événement a été suivi par des centaines d'arrestations et il y eut des dizaines de blessés et au moins trois morts [4].

Le grand succès de l'utilisation des médias sociaux par le « Mouvement du 6 avril » a attiré l'attention des forces de sécurité qui ont repéré les leaders de l'organisation. Et c'est ainsi qu'Israa Abdel Fattah, la « Facebook Girl », s'est retrouvée en prison.

Comme en témoigne plusieurs câbles Wikileaks, Israa Abdel Fattah ainsi que de nombreux cyberactivistes égyptiens étaient bien connus de l'ambassade américaine du Caire. On peut s'en rendre compte en consultant, par exemple, les câbles 10CAIRO99 et 10CAIRO215 où, respectivement, Israa Abdel Fattah et Ahmed Maher y sont nommément cités.

Le document 10CAIRO99 traite de l'arrestation (le 15 janvier 2010) d'une trentaine d'activistes politiques qui voyageaient ensemble pour aller présenter leurs condoléances aux familles de six chrétiens coptes, victimes d'une fusillade meurtrière qui a eu lieu le 6 janvier 2010. Parmi les 17 cyberactivistes qui faisaient partie du groupe, on peut citer Israa Abdel Fattah, Bassem Fathy, Ahmed Badawi et Bassem Samir. Tous les quatre sont membres de l'« Egyptian Democratic Academy » (EDA), une ONG subventionnée par la National Endowment for Democracy (NED) [5].

Avant d'aller plus loin, mentionnons que la NED fait partie d'un ensemble d'organismes américains dédiés à l'« exportation de la démocratie » financés par le gouvernement américain comme, entre autres, l'USAID (United States Agency for International Development) et Freedom House [6]. Ces organismes, qui ont aussi financé les activistes des « Révolutions colorées » [7], ont subventionné et subventionnent encore les cyberactivistes arabes pour mener à bien ce qui est communément appelé le « printemps » arabe.

En juin 2010, Israa Abdel Fattah reçut le prix « New Generation » décerné par Freedom House [8], ce qui confirme une fois de plus la relation entre le « Mouvement du 6 avril » et cet organisme. En effet, Sherif Mansour, responsable des programmes de Freedom House de la région MENA (Middle East and North Africa) avait déjà cité Ahmed Maher dans un article publié en 2008 dans les colonnes du Los Angeles

Times [9] et, en 2011, David Wolman mentionna leur relation en écrivant que Sherif Mansour « avait été en contact étroit avec Maher et son groupe depuis des années » [10]. Ajoutons à cela que Mohamed Adel, un membre influent du « Mouvement du 6 avril », a suivi, en 2009, une formation à la résistance individuelle non violente théorisée par le philosophe américain Gene Sharp. Cette formation a été dispensée par le « Center for Applied Non Violent Action and Strategies » (CANVAS) [11], un centre financé par, entre autres, Freedom House [12]. Mohamed Adel et d'autres activistes égyptiens et arabes ont été encadrés, en Serbie, par les activistes d'Otpor, ceux-là même qui ont réussi la première révolution colorée en 2000 en renversant le président Slobodan Milošević.

En ce qui concerne le party El-Ghad (« Demain », en arabe), auquel étaient affiliés Israa Abdel Fattah et Ahmed Maher, et dont Ahmed Badawi est un membre fondateur, il est largement financé par la NED, l'International Republican Institute (IRI — Parti républicain), le National Democratic Institute for International Affairs (NDI — Parti démocrate), ainsi que d'autres organisations américaines, comme l'a ouvertement avoué Wael Nawara, secrétaire général de ce parti [13]. Précisons que le NDI et l'IRI sont deux des quatre organismes par le biais desquels la NED octroie des subventions.

De son côté, le mouvement Kifaya (« C'est assez! », en arabe) est un groupe d'opposition soutenu par une organisation américaine nommée « International Center on Nonviolent Conflict », centre qui travaille en étroite collaboration avec Freedom House et CANVAS [14].

Bien que le tableau qui vient d'être dressé pour les activistes égyptiens soit loin d'être exhaustif, tous les cyberactivistes cités précédemment ainsi que les organismes auxquels ils sont affiliés ont joué un rôle important dans l'organisation des révoltes du « printemps » égyptien qui ont mis fin au « règne » du président Moubarak, le 11 février 2011.

D'autre part, il est possible d'établir une liste analogue pour chacun des pays arabes, tout spécialement pour ceux qui ont été « printanisés » [15]. Cette collusion entre le cyberactivisme arabe et les « intérêts » américains a été longuement disserté par le blogueur tunisien Sami Ben Gharbia dans un article très intéressant intitulé « Les cyberactivistes arabes face à la liberté sur Internet made in USA » [16] et ce, avant même le départ du président Zine el-Abidine Ben Ali.

Fikra : une idée du lobby américain pro-israélien

La formation et le financement des cyberactivistes arabes par les mêmes organismes d'« exportation de la démocratie » a permis la création d'une véritable « ligue arabe du Net » [17] dont les membres se

côtoient et s'entraident tel que relaté par David D. Kirkpatrick et David E. Sanger dans un article du New York Times [18] et aussi reconnu par le célèbre cyberactiviste tunisien Slim Amamou lors d'une entrevue en juin 2011 [19].

La connivence entre l'activisme politique arabe et les officines étasuniennes peut cependant aller plus loin que ce que l'on pourrait penser, plaçant souvent les cyberactivistes en contradiction avec les principes idéologiques officiellement prônés par les organisations politiques auxquelles ils appartiennent. En ce sens, la création du « Forum Fikra » (Fikra : idée, en arabe) et la participation des activistes arabes à cette plateforme représente un cas d'école.

Selon les renseignements publiés sur son site, le « Forum Fikra est une communauté en ligne qui vise à générer des idées pour soutenir les démocrates arabes dans leur lutte contre l'autoritarisme et les extrémistes ». Et d'ajouter, un peu plus loin : « Nous croyons que la promotion du dialogue de cette façon accordera en temps opportun, un accès direct et mutuel à un échange d'idées entre les personnes sur le terrain et ceux de Washington car ils considèrent ensemble l'avenir de leurs pays respectifs et les relations américaines avec le monde arabe » [20].

Ces formules dont suinte un excès de philanthropie mielleuse ne sont accompagnées d'aucune information sur le financement ou l'appartenance de ce forum. Seule la phrase suivante est ajoutée : « Le Forum Fikra est reconnaissant à la fondation de la famille Nathan et Esther K. Wagner pour leur contribution au lancement du Forum Fikra à la mémoire de Steven Croft, qui au cours de sa vie, croyait passionnément en la puissance des idées pour transformer des vies ».

Dans un article consacré au Forum Fikra, Maidhc Ó Cathail nous donne un peu plus d'information sur les « croyances passionnées » de feu Steven Croft en citant un extrait de son avis de décès publié dans le Chicago Tribune en février 2009 : « Il [Steven Croft] a également été philanthropiquement impliqué dans des organisations locales, nationales et internationales, y compris la « Arthritis Foundation », l'AIPAC, les Obligations d'Israël (Israel Bonds) et le « Washington Institute for Near East Policy » (Institut de Washington pour la politique au Proche-Orient) » [21].

Ainsi, il ressort de ce texte que Steven Croft était très lié aux causes humanitaires mais aussi (et surtout) à bon nombre d'institutions gravitant autour d'Israël. Est-il nécessaire de rappeler que l'AIPAC (American Israel Public Affairs Committee) est le lobby américain pro-israélien le plus influent des États-Unis? Son influence disproportionnée sur la politique étrangère

américaine (en particulier celle concernant le Moyen-Orient) a été exhaustivement documentée par les professeurs américains Stephen Walt (Université Harvard) et John Mearsheimer (Université de Chicago) dans leur article intitulé « The Israel Lobby » [22]. On peut y lire l'anecdote selon laquelle Ariel Sharon aurait dit à un auditoire américain: « Quand les gens me demandent comment ils peuvent aider Israël, je leur dis: "Aidez l'AIPAC" ».

Comme le site du Forum Fikra mentionne qu'il est très reconnaissant à la Fondation de la famille Nathan et Esther K. Wagner, il serait donc intéressant d'avoir une idée sur les organismes financés par cette fondation. À ce sujet, sa déclaration d'impôts de 2011 s'avère très instructive. Parmi les organismes qu'elle subventionne, on trouve la « Jewish Child Care Association », le « Chicagoland Jewish High School », « The Israel Project », la « Jewish Student Union » et le « Washington Institute for Near East Policy » (WINEP) [23]. Mais le plus intéressant dans ce document se trouve dans la colonne « Objet de la subvention » où on apprend que la fondation finance le projet Fikra par l'intermédiaire de WINEP. Tout cela semble étrange dans la mesure où ce think tank n'est mentionné nulle part dans le site du Forum Fikra. La raison de cet « oubli » volontaire est compréhensible si on connaît la nature des activités de cet organisme et l'origine de sa création. Voici ce qu'en disent Walt et Mearsheimer dans leur article cité précédemment: « Le Lobby [pro-israélien] a créé son propre think tank en 1985, quand Martin Indyk a aidé à fonder WINEP. Bien que WINEP minimise ses liens avec Israël, affirmant plutôt fournir une perspective "équilibrée et réaliste" sur les questions du Moyen-Orient, il est financé et dirigé par des individus profondément engagés à faire progresser l'agenda d'Israël ». Si on y ajoute que Martin Indyk, est un ancien directeur adjoint de la recherche à l'AIPAC, le lien entre WINEP et l'AIPAC est solidement établi. Et ce, sans oublier que M. Indyk a été à deux reprises ambassadeur des États-Unis en Israël (de 1995 à 1997 puis de 2000 à 2001).

Selon l'historien américain Juan Cole, WINEP « a été mis en place par l'AIPAC comme think tank afin de promouvoir les intérêts israéliens à Washington » [24]. En fait, l'AIPAC et WINEP ont des rôles complémentaires: « quand l'influence de l'AIPAC s'exerce principalement sur le Congrès, à travers d'énormes contributions de campagne, celle de WINEP se concentre sur les médias et sur le pouvoir exécutif » [25].

Contrairement au site de Fikra, celui de WINEP indique l'existence du forum dans sa rubrique « Projets de recherche » avec la mention « Projet Fikra est

un effort audacieux pour contrer la propagation de l'extrémisme radical au Moyen-Orient ».

Le Forum Fikra est dirigé par David Pollock dont le nom figure dans la liste des experts de WINEP et qui a œuvré comme conseiller principal pour le Grand Moyen-Orient au Département d'État américain. Son nom est aussi apparu dans la liste des faucons néo-conservateurs qui ont récemment envoyé une lettre au président Obama, l'exhortant à attaquer la Syrie [26].

Parmi les « contributeurs » au Forum Fikra provenant de WINEP, signalons la présence de Joshua Muravchik, un néoconservateur qui avait recommandé, en 2006, de « bombarder l'Iran » [27]. Peut-être trouvera-t-il le temps d'expliquer sa pensée aux activistes arabes qui le côtoient dans le forum?

En plus des membres de WINEP, un nom attire l'attention dans la liste des contributeurs: celui du Dr. Josef Olmert. Ce dernier n'est autre que le frère de l'ancien Premier ministre israélien Ehud Olmert, information « volontairement » oubliée sur le site de Fikra. Josef Olmert a été directeur du Bureau de presse du gouvernement israélien et conseiller du Premier ministre Yitzhak Shamir ainsi que de l'ancien ministre de la défense, Moshe Arens [27].

Ainsi, Fikra, forum qui est censé « soutenir les démocrates arabes dans leur lutte contre l'autoritarisme et les extrémistes » est une création du lobby américain pro-israélien, géré et financé par ses soins.

Fikra et les activistes arabes

Plusieurs dizaines d'activistes arabes font partie du Forum Fikra. Certains d'entre eux sont des « vedettes » du « printemps » arabe. L'Égypte est bien représentée dans ce forum avec approximativement le quart du nombre total. À côté de la « Facebook Girl », Israa Abdel Fattah, on trouve Bassem Fathy, Ahmed Badawi et Bassem Samir. On peut y ajouter les noms de Dalia Ziada, célèbre cyberactiviste, membre de l'« Ibn Khaldoun Center for Development Studies », ONG très généreusement subventionnée par la NED [28]. Dalia poursuit actuellement une maîtrise en relations internationales dans une université américaine. L'histoire ne dit pas qui finance ses études.

Saad Eddin Ibrahim, fondateur de centre Ibn Khaldoun, fait partie du forum. Honoré par Freedom House [29], cet ancien professeur de l'université américaine du Caire a déjà été membre du conseil consultatif du « Project on Middle East Democracy » (POMED), un organisme qui travaille de concert avec Freedom House et qui est financièrement soutenu par la NED [30].

Ajoutons à cette liste le nom d'Ahmed Samih, directeur du « Andalous Institute for Tolerance and Anti-violence Studies » et celui de Mozn Hassan, fonda-

trice de « Nazra for Feminist Studies ». Ces deux ONG ont reçu des subventions de la NED [31].

Il serait trop fastidieux de citer tous les activistes égyptiens faisant partie du forum, mais soulignons la présence du secrétaire général du parti El-Ghad, Wael Nawara.

Il est quand même étonnant de voir tous ces activistes égyptiens frayer avec des faucons pro-israéliens alors qu'ils ont été (ou le sont encore) militants d'organisations telles que le « Mouvement du 6 avril », Kifaya ou El-Ghad qui sympathisent avec la cause palestinienne et qui, dans leurs déclarations officielles, traitent Israël d'« état sioniste raciste » ou d'« ennemi sioniste ».

Le Forum Fikra compte dans ses rangs des activistes syriens pro-américains tels qu'Amr Abdulhamid ou les illustres membres du Conseil national syrien (CNS) Radwan Ziadeh et Ausama Monajed. Les relations entre les deux premiers et l'administration américaine ont été discutées dans un précédent article [32]. Ausama, quant à lui, est un très grand admirateur de Gene Sharp qu'il a rencontré à quelques reprises, et ce bien avant le « printemps » arabe [33]. Dans un article fouillé sur l'opposition syrienne, Charlie Skelton nous explique les liens qui existent entre Ausama Monajed et le Département d'État américain [34].

Les autres pays arabes représentés dans le Forum Fikra sont: l'Arabie Saoudite, le Yémen, la Jordanie, le Liban, l'Irak, l'Algérie, la Tunisie, le Maroc, le Koweït et le Bahreïn.

Deux hauts fonctionnaires de la NED sont des contributeurs du forum : Abdulwahab Alkebsi (Yémen) est l'ancien directeur de la région MENA alors que Rahman Aljebouri (Irak) en est agent de programme principal.

En conclusion, force est d'admettre qu'un grand nombre d'activistes arabes, après avoir été formés et financés par des organismes étasuniens d'« exportation de la démocratie », s'acoquent avec le lobby américain pro-israélien. Si on tient compte de la politique belliqueuse et arrogante de l'état hébreu dans le monde arabe et du sentiment anti-israélien dans la population arabe en général, il est permis de se poser de sérieuses questions sur le but recherché par les activistes arabes en participant à un tel forum.

En Égypte, la situation des cyberactivistes est très précaire. Le mois dernier, des plaintes ont été déposées contre Ahmed Maher et Israa Abdel Fattah « pour avoir perçu de l'argent de l'étranger pour provoquer des troubles en Égypte » [35]. Bien que ces plaintes n'aient pas abouti, les réseaux sociaux et les

émissions télévisées s'en donnent à cœur joie contre ces « héros » du début du « printemps » arabe.

Mais si ses accointances avec le lobby pro-israélien venaient à prendre une mauvaise tournure, la « Facebook Girl » pourra-t-elle encore dire que si elle avait su, elle n'aurait rien entrepris?

Ahmed Bensaada

Cet article a été publié par le quotidien algérien Reporters, le 26 septembre 2013 (pp. 12-13)

RÉFÉRENCES

1. Gilles Klein, « Esraa, première protestataire d'Égypte en 2008? », Arrêt sur images, le 5 février 2011, <http://www.arretsurimages.net/breves/2011-02-05/Esraa-premiere-protestataire-d-Egypte-en-2008-Liberation-id10280>
2. David Wolman, « Cairo Activists use Facebook to rattle regime », Wired, 20 octobre 2008, http://www.wired.com/techbiz/startups/magazine/16-11/ff_facebookegypt?currentPage=all
3. Joel Beinin, « L'Égypte des ventres vides », Le Monde Diplomatique, mai 2008, http://www.europe-solidaire.org/spip.php?page=article_impr&id_article=20043
4. Amnesty International, « Égypte : pas de justice en vue pour 49 personnes devant être jugées par un tribunal d'exception », 5 septembre 2008, <http://www.amnesty.org/fr/news-and-updates/news/egypt-no-justice-49-facing-trial-emergency-court-20080905>
5. NED, « 2010 Annual report : Egypt », <http://www.ned.org/publications/annual-reports/2010-annual-report/middle-east-and-north-africa/egypt>; À cause de la grande polémique entourant les subventions américaines des ONG égyptiennes, la NED ne publie plus les rapports relatifs à l'Égypte depuis 2010. On peut cependant retrouver celui de 2011 à l'adresse suivante : <http://www.documentcloud.org/documents/725319-excerpt-from-list-of-ned-grants-2011.html>
6. Ahmed Bensaada, « Arabesque américaine : Le rôle des États-Unis dans les révoltes de la rue arabe », Éditions Michel Brûlé, Montréal (2011), Éditions Synergie, Alger (2012), chap.2.
7. G. Sussman et S. Krader, « Template Revolutions : Marketing U.S. Regime Change in Eastern Europe », Westminster Papers in Communication and Culture, University of Westminster, London, vol. 5, n° 3, 2008, p. 91-112, https://www.westminster.ac.uk/_data/assets/pdf_file/0/011/20009/006WPCC-Vol5-No3-Gerald_Sussman_Sascha_Krader.pdf

8. **Freedom House**, « Freedom House honors Human Rights Activists from Middle East », <http://www.freedomhouse.org/article/freedom-house-honors-human-rights-activists-middle-east>
9. Sherif Mansour, « Egypt's Facebook showdown », Los Angeles Times, 2 juin 2008, <http://articles.latimes.com/print/2008/jun/02/opinion/oe-mansour2>
10. David Wolman, « Did Egypt Detain a Top Facebook Activist? », Wired, 2 février 2011, <http://www.wired.com/dangerroom/2011/02/leading-egyptian-facebook-activist-arrested-friends-say/>
11. Ahmed Bensaada, « Arabesque américaine : Le rôle des États-Unis dans les révoltes de la rue arabe », op. cit; p.72.
12. Maidhc Ó. Cathail, « The Junk Bond "Teflon Guy" Behind Egypt's Nonviolent Revolution », Dissident Voice, 16 février 2011, <http://dissidentvoice.org/2011/02/the-junk-bond-%E2%80%9Cteflon-guy%E2%80%9D-behind-egypt-%E2%80%99s-nonviolent-revolution/>
13. RT America,, « Taxpayer billions promote democracy hoax abroad », 19 novembre 2010, <http://www.youtube.com/watch?v=-MCgHDoZHJg>
14. Ahmed Bensaada, « Arabesque américaine : Le rôle des États-Unis dans les révoltes de la rue arabe », op. cit. ; p.55.
15. Ahmed Bensaada, « Printemps arabe : le rôle des États-Unis », in « La face cachée des révolutions arabes », Éditions Ellipses, Paris (2012), pp.378-383.
16. Sami Ben Gharbia, « Les cyberactivistes arabes face à la liberté sur Internet made in USA », Nawaat, 3 janvier 2011, <http://nawaat.org/portail/2011/01/03/les-cyberactivistes-arabes-face-a-la-liberte-sur-internet-made-in-usa/>
17. Pierre Boisselet, « La "ligue arabe" du Net », Jeune Afrique, 15 mars 2011, <http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAJA2617p052-056.xml0/internetfacebook-hosni-moubarak-zine-el-abidine-ben-alila-ligue-arabe-du-net.html>
18. David D. Kirkpatrick et David E. Sanger, « A Tunisian-Egyptian Link That Shook Arab History », New York Times, 13 février 2011, http://www.nytimes.com/2011/02/14/world/middleeast/14egypt-tunisia-protests.html?pagewanted=all&_r=0
19. Algérie-Focus, « Interview de Slim404 : le blogueur tunisien devenu ministre (vidéo) », 29 juin 2011, <http://www.algerie-focus.com/blog/2011/06/interview-de-slim404-le-blogueur-tunisien-devenu-ministre/>
20. **Fikra Forum**, « About us », http://fikraforum.org/?page_id=2&lang=en
21. Maidhc Ó Cathail, « Fikra: An Israeli Forum for Arab Democrats », 21 février 2012, <http://maidhcocathail.wordpress.com/2012/02/21/fikra-an-israeli-forum-for-arab-democrats/>
22. John Mearsheimer et Stephen Walt, « The Israel Lobby », London Review of Books, Vol. 28, No. 6, 23 mars 2006, pages 3-12, <http://www.lrb.co.uk/v28/n06/john-mearsheimer/the-israel-lobby>
23. Public.Resource.Org, « Nathan and Esther K. Wagner Family Foundation », Form 990-PF, 2011, https://bulk.resource.org/irs.gov/eo/2013_05_PF/36-4145039_990PF_201209.pdf
24. Juan Cole, « Fear Stalks Iraq As Truce Ends Us », Juancole.com, 18 août 2005, <http://www.juancole.com/2005/08/fear-stalks-iraq-as-truce-ends-us.html>
25. Joel Beinin, « Un think tank au service du Likoud », Juillet 2003, Le Monde Diplomatique, <http://www.monde-diplomatique.fr/2003/07/BEININ/10250>
26. Ahmed Bensaada, « Syrie : le dandy et les faucons », Reporters, 15 septembre 2013, http://www.ahmedbensaada.com/index.php?option=com_content&view=article&id=234:syrie-le-dandy-et-les-faucons&catid=46:qprintemps-arabeq&Itemid=119
27. The Huffington Post, « Dr. Josef Olmert », <http://www.huffingtonpost.com/dr-josef-olmert/>
28. Voir, par exemple, référence 5
29. Freedom House, « Freedom House Honors Jailed Egyptian Human Rights Activist », 21 octobre 2002, <http://www.freedomhouse.org/article/freedom-house-honors-jailed-egyptian-human-rights-activist?page=70&release=118>
30. Ahmed Bensaada, « Arabesque américaine : Le rôle des États-Unis dans les révoltes de la rue arabe », op. cit; p.59.
31. Voir, par exemple, référence 5
32. Voir référence 26
33. Media Education Foundation, « How to start a revolution (transcripts) », http://www.mediaed.org/assets/products/155/transcript_155.pdf
34. Charlie Skelton, « The Syrian opposition: who's doing the talking? », The Guardian, 12 juillet 2012, <http://www.theguardian.com/commentisfree/2012/jul/12/syrian-opposition-doing-the-talking>
35. Nina Hubinet, « Au Caire, entre soulagement et inquiétudes ». La Croix, 29 août 2013, <http://www.la-croix.com/Actualite/Monde/Au-Caire-entre-soulagement-et-inquietudes-2013-08-29-1004023>